

PROPAGANDE

Qui veut « bouter l'ONU hors des États-Unis » ?



Un lobby nationaliste et militariste, Move America Forward, diffuse actuellement des spots de publicité politique sur les chaînes de télévision aux États-Unis. L'association qui s'est déjà illustrée contre Michael Moore entend, cette fois, mobiliser ses concitoyens pour « bouter l'ONU hors du pays ». Disposant de moyens financiers importants, présidée par un proche de la Maison-Blanche et soutenue par une firme de relations publiques, elle prépare la population aux objectifs du second mandat Bush.

page 2

Inquiétude sur la politisation du renseignement

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

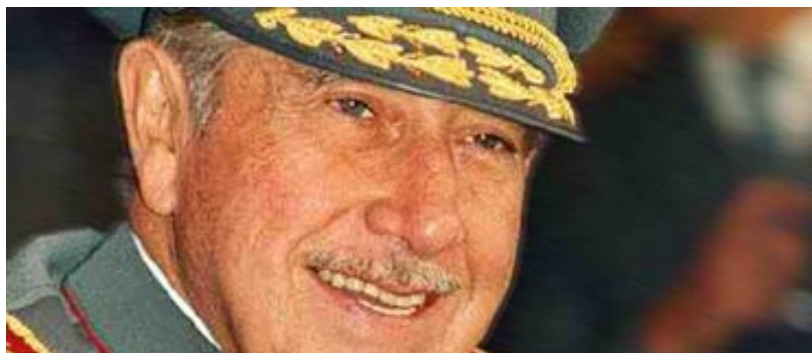
L'amiral Pierre Lacoste met en garde sur les dangers considérables de la politisation du renseignement états-unien. Selon lui, elle n'affecte pas seulement l'efficacité des services secrets, elle déséquilibre les institutions. Thomas A. Twetten joue les médiateurs publics après les démissions et limogeages en série qui ont agité la CIA et stigmatise l'arrogance des collaborateurs de Porter Goss et les purges qu'il pratique.

page 7

REPÈRE : 14 NOVEMBRE 1968

Quand la jeunesse US refusait de partir à la guerre

Aux USA, le gouvernement Johnson s'enlise dans la guerre du Vietnam. Des milliers de soldats sont déjà morts et la conscription est étendue. Sur instigation du Comité démocratique étudiant, rassemblant la gauche, les Panthères noires et les hippies/yippies/zippies (ne pas confondre), la coordination anti-guerre lance une campagne nationale, le *National Turn In Your Draft Card Day*. À travers le pays, surtout dans les universités, on se réunit pour brûler en public sa carte de mobilisation, ce qui est un délit passible de la cour martiale. À Stanford, la police n'ayant pas reçu l'autorisation de pénétrer sur le campus recrute des étudiants en préparation militaire qui se livrent à des ratonades anti-subversifs. Timothy Klugman, rédacteur en chef d'un journal étudiant est intercepté, le 22 novembre 1968 au soir, par des gros bras de l'équipe de football. Ils le traînent dans les WC et, à l'aide d'une brosse à cuvette, lui enfoncent des tracts anti-guerre dans la gorge. Il ne surviva que grâce à l'intervention d'un concierge, mais perdra l'usage d'un œil et de la voix. La police refusera de prendre sa plainte, l'université ne fera pas d'enquête et le procès aboutira à un non-lieu pour les agresseurs. ■



LA BANQUE DES DICTATEURS SE REFAIT UNE VIRGINITÉ

Pour éviter une enquête externe et se refaire une image respectable après des scandales à répétition, la banque états-unienne Riggs a lancé une enquête interne qui a commencé à lever le voile sur ses relations avec la dictature de Pinochet. Les anciens agents des Services secrets états-unien embauchés par la banque pour diligenter l'enquête ont en effet trouvé que dès 1985, et non pas 1995 comme on le supposait auparavant, Pinochet y avait caché des millions de dollars. Mais ce n'est pas tout : les enquêteurs ont également trouvé que la banque avait aidé des officiers de la marine argentine à dissimuler 3,8 millions de dollars au moment de la crise financière qui avait secoué le pays début 2003, pour les soustraire à la dévaluation et à un éventuel gel par les investisseurs étrangers. Ces pratiques sont cependant très répandues et constituent l'un des piliers du système financier mondial, destiné à protéger les intérêts d'une minorité qui le dirige. Ainsi les « révélations » au sujet de la Riggs, relayées par des journaux tels que le *Washington Post*, qui pourtant s'était bien gardé de dénoncer le renversement de Salvador Allende avec l'aide de la CIA en 1973, entretiennent certainement l'illusion que de réels moyens sont déployés pour y mettre fin. ■

Propagande

Qui veut « bouter l'ONU hors des États-Unis » ?

Un lobby nationaliste et militariste, Move America Forward, diffuse actuellement des spots de publicité politique sur les chaînes de télévision aux États-Unis. L'association qui s'est déjà illustrée contre Michael Moore entend, cette fois, mobiliser ses concitoyens pour « bouter l'ONU hors du pays ». Disposant de moyens financiers importants, présidée par un proche de la Maison-Blanche et soutenue par une firme de relations publiques, elle prépare la population aux objectifs du second mandat Bush.



L'association Move America Forward a été créée le 21 mai 2004 dans le contexte de la Convention démocrate et de la diffusion du film de Michael Moore, Fahrenheit 9/11. Disposant immédiatement de moyens importants, elle a mobilisé les républicains pour qu'ils fassent pression sur les exploitants de salles de cinéma afin qu'ils retirent le film de l'affiche. Simultanément, l'association a organisé une campagne de soutien aux troupes combattantes en Irak, publiant des lettres de GI's et organisant des collectes de colis pour les troupes.

Move America Forward (que l'on pourrait traduire par « Faire avancer l'Amérique » ou « En avant l'Amérique ») est présidé par le très médiatique avocat californien Howard Kaloogian.

Depuis quelques jours, l'association finance la diffusion d'un spot publicitaire

sur les télévisions US dont nous reproduisons ci-dessous le script intégral :



« Les États-Unis dirigent une coalition de 30 nations qui ont apporté la liberté à un peuple irakien ayant longtemps souffert, et ils éradiquent la menace terroriste.



« Mais une organisation se pose en obstacle à ce progrès : les Nations-Unies.



« L'ONU est devenue un apologue et un défenseur des organisations terroristes ainsi que de leurs agents.



« Une enquête sur le scandale « Pétrole contre nourriture » de l'ONU révèle que des milliards de dollars destinés à l'aide humanitaire ont, au lieu de cela, ...



« ... été utilisés pour payer les familles de terroristes palestiniens, ainsi que pour acheter des armes aux terroristes basés en Irak.



« Des millions supplémentaires ont servi à corrompre des journalistes et responsables politiques dans les pays s'opposant à l'Opération Liberté en Irak tels que la France, l'Allemagne et la Russie, les plus ardents critiques de la guerre. Quelle coïncidence !



« Il est temps de lancer un message à l'ONU : dorénavant nous ne tolérerons plus votre conduite.



« Nous demandons à d'autres pays de ne pas abriter d'organisations qui soutiennent les terroristes, alors pourquoi abritons-nous les Nations-Unies, ici en Amérique ?



« Rejoignez-nous pour aider à faire avancer l'Amérique en boutant l'ONU hors des États-Unis ! » ([1])

En réalité Move America Forward n'est que le paravent d'un cabinet de communication, Russo Marsh & Rogers (dit aussi King Media Group), travaillant pour le compte du Parti républicain. Le président de l'association, Me Howard Kaloogian, s'était distingué, en 2003, en organisant avec succès une campagne de téléspectateurs pour contraindre le groupe CBS à renoncer à diffuser un feuilleton peu flatteur consacré aux Reagan. Surtout, il avait organisé, avec le cabinet Russo Marsh & Rogers, la campagne de dénigrement du gouverneur Davis de Californie. Il réactiva la vieille loi du « Recall », tombée en désuétude, et parvint à faire révoquer son adversaire. Alors que les commentateurs s'attendaient à le voir se porter candidat à la fonction ainsi

libérée, Me Kaloogian se désista au dernier moment de la course au profit d'un inconnu en politique, l'acteur Arnold Schwarzeneger. Cette surprise, qui prit de court le Parti démocrate, était orchestrée depuis la Maison-Blanche par le conseiller politique du président Bush, Karl Rove. Elle se solda, comme chacun sait, par l'élection d'un gouverneur républicain.

Il ne fait donc guère de doute que la très riche association Move America Forward est une émanation au moins du Parti républicain, sinon directement de la Maison-Blanche. La campagne contre les Nations unies ne doit pas être considérée comme un phénomène marginal, mais bien comme un message politique accompagnant la préparation du second mandat de George W. Bush. Elle se situe dans la continuité d'un fort courant idéologique qui dénonce le droit international comme une limitation intolérable de la souveraineté des États-Unis et prône la construction d'un Empire dans une vaste zone d'influence à l'écart du reste du monde. Il oppose la « destinée manifeste de l'Amérique », sa mission pour apporter la liberté au monde, au droit international élaboré collectivement par les États.

Le spot publicitaire ci-dessus est un exemple quasi-parfait de propagande politique. Il s'adresse aux citoyens états-uniens et n'est pas fait pour circuler à l'étranger. En quelques phrases ramassées, il transforme des présupposés plus ou moins implicites en évidences. Au finale, il débouche sur une mobilisation des téléspectateurs dans un élan purificateur caractéristique des régimes autoritaires.

Au début du spot, la voix off indique que les États-Unis et les coalisés ont apporté la liberté au peuple irakien qui a longtemps souffert. Cette présentation élude la responsabilité de Washington dans l'accession au pouvoir de Saddam Hussein, dans la guerre qu'il lança contre la révolution iranienne, dans l'invasion du Koweït et la première guerre du Golfe, dans la répression des mouvements kurdes et chiïtes, dans les années d'embargo et dans la seconde guerre du Golfe. Elle présente la colonisation du pays comme la libération de sa population. La voix conclut que les États-Unis éradiquent la menace terroriste, induisant une relation de causalité entre Irak et terrorisme. Move America Forward a diffusé par ailleurs de faux documents tendant à prouver que Saddam Hussein était lié à Al Qaeda et aux attentats du 11 septembre.

Dans la phrase suivante, la voix met en cause la reconnaissance par l'ONU d'une délégation de l'OLP représentant le peuple palestinien sans État. Elle pose comme axiome que l'OLP est une organisation terroriste, que les Palestiniens sont ses agents et que, par voie de conséquence, l'ONU soutient le terrorisme.

Puis, la voix dénonce l'usage des fonds du programme « pétrole contre nourriture » pour payer des familles de terroristes et acheter des armes aux terroristes. Elle se fonde sur « une » enquête, non précisée, alors que l'enquête officielle, présidée par l'États-Unien Volcker, est en cours. L'expression « *payer des familles de terroristes* » fait référence à l'aide au relogement offert par l'Irak aux familles palestiniennes dont les habitations ont été détruites par l'armée israélienne. Certaines de ces familles ayant été victimes de punitions collectives infligées par Tsahal parce qu'un de leurs enfants était impliqué dans une action anti-israélienne.

La voix reprend alors à son compte les imputations d'un journal irakien contrôlé par la Coalition selon lesquelles des responsables français, allemands et russes, auraient été corrompus par le régime de Saddam Hussein pour entraver l'action des États-Unis contre lui [2]. D'où il ressort que l'invasion de l'Irak était juste et ses opposants de mauvaise foi, l'ONU et le droit international n'étant que des subterfuges pour faire obstacle au Bien. Et de conclure qu'il faut « *bouter l'ONU hors des États-Unis* ».

[1] Texte original en Anglais (U.S.A.) :

The United States is leading a coalition of 30 nations who have brought freedom to the long suffering people of Iraq, and are eradicating the terrorist threat. But one organizations stands in the way of this progress : the United Nations. The U.N. has become an apologist and defender of terrorist organizations and their agents. An investigation into the U.N. Oil for Food scandal reveals that billions of dollars intended for humanitarian aid instead went to pay the families of palestinian terrorists, and to buy weapons for Iraq-based terrorists. Millions more went to bribe journalists and officials in countries opposing Operation Iraqi Freedom, like France, Germany and Russia, the most vocal critics of the war. What a coincidence ! It's time we sent a message to the U.N. : we're not going to tolerate your conduct anymore. We tell other countries not to harbor organizations that support terrorists, why then do we harbor the U.N. here in America ? Join us, as we help move America forward by kicking the U.N. out of the U.S !

[2] « *L'intox des barils irakiens* », *Voltaire*, 20 janvier 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Inquiétude sur la politisation du renseignement

Analyse

Sari Nusseibeh et Ami Ayalon, les animateurs de la People's Voice Initiative, plaident dans le *Jérusalem Post* pour la solution à deux États, dont on a oublié qu'elle fut proposée à Oslo par Yasser Arafat. Surtout, ils font valoir que l'avenir des Palestiniens et des Israéliens est interdépendant et, qu'en conséquence, chaque camp devra accepter des concessions pour réaliser une partie de ses rêves.

Cependant, la solution à deux États, survivra-t-elle à la mort du vieux leader, s'interroge le *Los Angeles Times* ? Oui, répond l'ancien Premier ministre Shimon Peres. Israël est une réussite du mouvement sioniste pour échapper à l'antisémitisme. Dans le contexte démographique, cela implique la séparation d'avec les Palestiniens, donc l'existence de deux États. M. Peres justifie son raisonnement par sa vision de l'histoire juive : à la fin du XIXe siècle, une partie des juifs d'Europe choisit le communisme, mais celui-ci déboucha sur un échec puisque Staline persécuta les juifs.

Non répond le professeur Saree Makdisi. Dans la pratique, la solution à deux États est morte depuis longtemps. Les Palestiniens sont incarcérés dans des réserves privées de ressources naturelles et sont administrés par Israël. Israël est déjà l'État de tous. À partir de cette constatation, il faut construire un État démocratique et laïque qui puisse garantir la paix.

La menace, réelle ou supposée, d'une guerre civile palestinienne conduit l'ambassadeur Nissim Zvili à préconiser une ingérence en faveur des « Palestiniens modérés ». Dans *Le Monde*, il pose comme préambule à la

réalisation de la feuille de route la désignation d'une Autorité palestinienne représentative et conciliante. Mais, on ne voit pas très bien comment une ingérence de plus garantira la représentativité des négociateurs palestiniens, alors qu'Israël mettrait en cause celle du président Arafat, pourtant largement élu.

Dans le *Washington Times*, Zalman Shoval, ancien président du Likoud mondial, repousse plus loin encore les responsabilités. Il affirme que la mort d'Arafat ne changera pas grand-chose au problème, dans la mesure où, selon lui, ce n'est pas là qu'il réside. Le problème, c'est la corruption des États arabes qui rend la paix impossible.

L'amiral Pierre Lacoste, ancien patron des services secrets français, alerte les lecteurs du *Figaro* sur les dangers considérables de la politisation du renseignement états-unien. Selon lui, cette politisation n'affecte pas seulement l'efficacité des services secrets, elle déséquilibre les institutions. Ce qui est en cause, ce n'est donc pas tant un mauvais management des services qu'une subversion de la démocratie.

Thomas A. Twetten, ancien directeur des opérations de la CIA, joue les médiateurs publics dans le *Los Angeles Times* après les démissions et limogeages en série qui ont agité l'agence. Tout en qualifiant le nouveau patron, Porter Goss, de « vieil ami », il stigmatise l'arrogance de ses collaborateurs et les purges qu'il pratique. Sachant que l'auteur s'est fait éconduire du bureau de M. Goss lorsqu'il tenta de mener sur place sa médiation, cette tribune doit plutôt être interprétée comme un constat d'échec dressé au seul tort du nouveau venu.

Enfin, Frank J. Gaffney Jr, le coordinateur des faucons, se réjouit dans le *Washington Times* de la fronde républicaine qui a permis de faire échec à la réforme du renseignement conseillée par la Commission d'enquête présidentielle sur le 11 septembre. Dans un document qui est aussi un best-seller, les commissaires relevaient la passivité des agences avant et après les attentats et préconisaient la création d'une direction centralisée de toutes les agences de manière à faciliter la circulation des données et la cohérence des actions. Il s'en serait suivi, de facto, une supervision des services secrets par le département d'État, tandis que les faucons souhaitent, au contraire, un renforcement du département de la Défense qui va dans le sens de la militarisation du pays que nous dénonçons dans ces colonnes depuis trois ans.

Réseau Voltaire

Ami Ayalon, Sari Nusseibeh



Ami Ayalon est ancien amiral de la marine israélienne et directeur du Shin-Bet. Il copréside avec Sari Nusseibeh le mouvement Mifkad, une organisation israélienne défendant la solution des deux États.



Ancien responsable pour Jérusalem dans l'Autorité palestinienne (2000-2002), Sari Nusseibeh est président de la Al-Quds University. Il copréside avec Ami Ayalon, le mouvement Mifkad <http://www.mifkad.org.il/>, une organisation israélienne défendant la solution des deux États.

« L'avenir est entre nos mains »

Source : Jerusalem Post

Référence : « The future is in our hands », par Ami Ayalon et Sari Nusseibeh, *Jerusalem Post*, 19 novembre 2004

Le sort des Israéliens et des Palestiniens est mêlé. Aucun camp ne peut gagner aux dépens de l'autre. Nous coulerons ou nous survivrons ensemble. Il faut tenir compte de quatre éléments pour prendre en main notre destinée :

- ▶ Comme le sort des deux peuples est lié, les décisions unilatérales ne peuvent jamais être plus que des mouvements tactiques à court terme, pas une substitution durable à l'action coordonnée.
- ▶ Les actions communes ne peuvent être menées sans une restauration de la confiance.
- ▶ Il faut remplacer le fatalisme par la foi en l'avenir.
- ▶ Les préoccupations de chaque camp doivent être prises en compte et l'objectif final de chacun doit être l'objet du travail des deux.

Ces éléments de changement d'approche sont essentiels si nous développons une vision claire de nos objectifs finaux. Nous pouvons avancer et vaincre ceux qui, dans les deux camps, refusent la paix. Si nous avons en tête l'objectif final, nous accepterons de faire les sacrifices nécessaires à la paix. Il est très difficile pour les Israéliens d'abandonner les colonies et des parties de Jérusalem. Pour les Palestiniens, il est très difficile d'accepter que le retour des réfugiés palestiniens ne se fera que dans le nouvel État palestinien. Pourtant, des deux côtés, la majorité de la population comprend que l'alternative à ces compromis est pire. C'est pourquoi 400 000 personnes ont signé la charte des principes de la People's Voice Initiative.

La mort de **Yasser Arafat** va imposer des changements côté palestinien et il faut qu'émerge une nouvelle direction avec un programme politique clair. En Israël, le débat sur le désengagement de Gaza doit mener à un débat plus profond sur notre politique. Enfin, la réélection de **George W. Bush** peut pousser les États-Unis à se réinvestir dans le processus de paix. Notre initiative est un instrument de changement politique en faveur de la paix.

Shimon Peres



Prix Nobel de la paix en 1994, Shimon Peres est ancien Premier ministre israélien (1995-1996) et ancien ministre des Affaires étrangères. Il est l'actuel chef du parti travailliste et député à la Knesset.

« À la suite d'Arafat, la solution des deux États survivra-t-elle ? »

Source : Los Angeles Times

Référence : « In the Wake of Arafat, Will the Two-State Solution Survive ? », par Shimon Peres, *Los Angeles Times*, 21 novembre 2004.

À la fin du XIXe siècle, au moment de l'affaire Dreyfus, le débat sur ce qu'on appelait le « problème juif » atteignit des sommets. Partout les juifs se demandaient pourquoi l'antisémitisme continuait à exister alors qu'ils étaient intégrés à la communauté civique laïque européenne. Les juifs se divisèrent alors, certains rejoignirent les mouvements socialistes et communistes en faveur d'un monde sans religions, sans racisme, sans États et sans classes sociales. Les autres pensaient que les juifs devaient construire leur propre société.

L'expérience communiste a survécu 80 ans, s'est révélée être un échec, être antisémite et être dirigée par une classe arbitraire comme un État terroriste. Le communisme échoua, mais l'antisémitisme continua. L'établissement d'un État juif, il y a 50 ans, n'a pas été un échec, lui. Ce fut un succès et une démocratie s'est construite.

Dans ses premières années, les sionistes n'ont pas réussi à apprécier le nationalisme palestinien émergent et ce qui devait être une compréhension mutuelle est devenue une lutte acharnée, militaire, puis démographique. Si Israël perd sa majorité juive, il cessera d'être un État juif et s'il maintient sa majorité par la force, il cessera d'être une démocratie. Si les juifs ne sont plus majoritaires, ils seront en danger dans un monde arabe au déficit démocratique flagrant et au fanatisme dangereux. La seule solution est la division du territoire pour avoir une plus grande majorité juive. Grâce à cela, les Palestiniens auront leur pays. Les deux peuples ont déjà accepté cela. C'est l'essence du processus d'Oslo et de la « feuille de route ».

Ce qui empêche ce partage, ce sont les erreurs du passé : les colonies côté israélien et les groupes terroristes côté palestinien. Avec la mort de Yasser Arafat, il y a peut-être une nouvelle direction palestinienne, favorable à la division du territoire qui émergera.

Saree Makdisi

Saree Makdisi est professeur de littérature anglaise à l'UCLA..

« À la suite d'Arafat, la solution des deux États survivra-t-elle ? »

Source : Los Angeles Times

Référence : « In the Wake of Arafat, Will the Two-State Solution Survive ? », par Saree Makdisi, *Los Angeles Times*, 21 novembre 2004.

Depuis la mort de **Yasser Arafat**, il y a eu de nombreuses discussions sur la reprise du processus d'Oslo, mais en fait, Oslo, qui se fonde sur une séparation ethnique entre juifs et arabes en deux États, a renforcé le conflit plutôt qu'elle ne l'a réglé. Ce qui est nécessaire aujourd'hui, ce n'est pas la séparation, c'est l'intégration des Israéliens et des Palestiniens dans un État commun.

Paradoxalement, c'est la stratégie israélienne de séparation qui a mis fin à toute possibilité d'une solution des deux États.

Aujourd'hui, Gaza est la plus grande prison du monde et le plan de désengagement et la disparition des colonies n'y changera rien. Le mur en Cisjordanie obéit à la même logique. Quand il sera fini, des centaines de milliers de Palestiniens seront séparés dans des douzaines d'enclaves dont les points d'accès seront sous contrôle israélien. En fait, les résidents palestiniens de Cisjordanie sont déjà incarcérés. Pour créer ces enclaves, il a fallu détruire les champs ou les oliveraies qui auraient permis l'émergence d'un État palestinien indépendant. Ce mur illégal annexe près de la moitié des terres arables et les deux tiers des ressources en eau. Dans ces conditions, un État palestinien ne peut pas naître.

Mais les objections à la solution des deux États ne sont pas que pragmatiques.

En cas de séparation, que deviennent les citoyens israéliens arabes qui n'ont qu'une citoyenneté limitée ? Les négociations d'Oslo ont négligé ce problème.

Autre problème : depuis 2000 et l'offre d'un État palestinien sans souveraineté réelle par **Bill Clinton** et **Ehud Barak**, la population dans les colonies a doublé.

La vraie question dans ces conditions est : quand la logique anachronique de séparation ethnique va-t-elle disparaître ?

Israël et les territoires palestiniens sont déjà de fait une entité unique. Des gens comme **Azmi Bishara**, feu **Edward Saïd**, **Meron Benvenisti** ou **Ilan Pappé** ont appelé à fonder la paix sur cette réalité. Il faut construire un État démocratique, laïque et uni.

Nissim Zvili



Nissim Zvili est ambassadeur d'Israël en France. Il est ancien membre de la Knesset, élu sous l'étiquette travailliste.

« Sombre période, mais les chemins du possible sont ouverts »

Source : Le Monde

Référence : « Sombre période, mais les chemins du possible sont ouverts », par Nissim Zvili, *Le Monde*, 21 novembre 2004.

Le Proche-Orient se trouve aujourd'hui à un tournant et il est possible de secouer le marasme dans lequel il se trouve depuis plusieurs années. Les décisions prises par **Ariel Sharon** n'ont pas été appréciées à leur juste valeur en Europe, où elles ont subi le poids des préjugés. Pourtant, le plan de désengagement de la bande de Gaza et du nord de la Samarie représente un véritable changement stratégique dans la politique israélienne, un changement qui a provoqué de grandes tensions dans la société israélienne. Ariel Sharon a agi en chef de gouvernement qui oriente la politique et qui résiste à la facilité de l'immobilisme. De l'autre côté, **Yasser Arafat** a dirigé son peuple pendant 45 ans, sans vouloir le sortir de la confrontation et du conflit. En 1993, avec les accords d'Oslo, il a donné l'impression qu'il avait troqué la tenue militaire pour l'habit de chef politique, mais une barrière psychologique trop grande l'a empêché d'opérer véritablement cette mutation. Depuis son retour dans les territoires, la souffrance des Palestiniens n'a fait qu'augmenter. Pendant ce temps-là, les attentats reprenaient et l'Autorité palestinienne lançait la deuxième Intifada, un processus bien plus maîtrisé qu'il n'y paraît. La disparition de Yasser Arafat laisse la population palestinienne dans un immense désarroi. Il est crucial de prendre des mesures pour empêcher les courants les plus extrémistes de prendre la direction des Palestiniens. Il faut aider le courant modéré, majoritaire, mais ayant du mal à faire entendre sa voix. Pour cela, il faut instaurer une véritable démocratie dans l'Autorité palestinienne. Dans le même temps, bien que la démocratie soit consubstantielle à l'État d'Israël, il ne faut pas minimiser le danger représenté par les extrémistes qui menacent la vie du Premier ministre israélien. Toutefois, au bout du compte, l'État juif saura affronter cette difficulté autour de la coalition droite-centre-gauche constituée par Ariel Sharon. Que le plan de désengagement donne lieu à des négociations bilatérales avec les Palestiniens ou avec la communauté internationale ou pas, cela ne change rien à la volonté d'Ariel Sharon de se retirer de la bande de Gaza. Quoi qu'il en soit, le soutien de la communauté internationale est indispensable pour la réussite de ce désengagement, pour éviter que les Palestiniens ne soient livrés à l'anarchie et à la guerre des gangs. Les États-Unis l'ont compris, mais l'Union européenne reste méfiante. La participation de l'UE au plan de désengagement est souhaitable, mais pas indispensable. Par contre, l'Autorité palestinienne doit engager sa responsabilité pour que la « feuille de route » puisse enfin coïncider avec la création d'un État palestinien pacifique.

Zalman Shoval



Zalman Shoval est ancien ambassadeur israélien aux Etats-Unis et ancien président du Likoud mondial. Il est conseiller d'Ariel Sharon.

« L'ère post-Arafat »

Source : Washington Times

Référence : « The post-Arafat era », par Zalman Shoval, *Washington Times*, 22 novembre 2004.

Ce mois-ci a vu la réélection de **George W. Bush** et la mort de **Yasser Arafat**, deux bonnes nouvelles pour le monde démocratique et pour les Palestiniens. Une défaite de Bush aurait été interprétée comme une victoire par les terroristes, comme l'avait été la défaite de l'ancien gouvernement en Espagne. Avec sa réélection, Bush a pu réaffirmer sa position : oui, il est favorable à la création d'un État palestinien conformément à la « feuille de route » mais, non, il ne se sent pas lié par l'échéance de 2005. Tout dépendra des réformes démocratiques des Palestiniens.

Il n'est pas nécessaire d'organiser une autre conférence internationale sur l'Irak ou de désigner un nouvel envoyé spécial car la seule façon d'avancer est le plan de désengagement d'**Ariel Sharon**. Avec ce plan, si les Palestiniens rejettent l'héritage d'Arafat, ils deviendront le partenaire d'Israël.

Arafat a été le terroriste mondial numéro un et il a été un désastre pour les Palestiniens en rejetant les plans les plus ouverts des Israéliens et des États-Unis, notamment celui de **Bill Clinton** et d'**Ehud Barak**. L'Europe va devoir tenir compte de la réélection de Bush, commencer à penser autrement et comprendre que les racines du terrorisme islamiste ne sont pas dans le conflit israélo-palestinien, mais dans la corruption des régimes arabes.

Il faut que les États-Unis et l'Europe, avec l'Égypte et la Jordanie, aident le plan de désengagement de Sharon. Il faut également une contribution d'une nouvelle direction palestinienne.

Pierre Lacoste

Ancien commandant de l'École supérieure de guerre navale, de l'escadre de la Méditerranée, l'amiral Pierre Lacoste est ex-directeur général de la DGSE.

« La politisation du renseignement »

Source : Le Figaro

Référence : « La politisation du renseignement », par Pierre Lacoste, *Le Figaro*, 22 novembre 2004.

La nomination de **Porter Goss**, un fidèle de **George W. Bush**, à la tête de la **CIA** a déclenché une nouvelle tourmente dans les milieux du renseignement des États-Unis et de violentes controverses au Congrès. Cet épisode illustre une fois de plus le phénomène bien connu de la « politisation du renseignement ».

Plusieurs des hauts fonctionnaires de la CIA ont démissionné de leurs fonctions, scandalisés par le comportement agressif des membres de l'équipe de **Porter Goss**. Certains membres du Congrès ont également exprimé des réserves et, malgré la majorité républicaine au Congrès, il faut espérer que le Parlement s'opposera à une dérive extrêmement préoccupante pour la démocratie

américaine.

La politisation du renseignement est un problème essentiel comme on l'a vu avec la guerre d'Irak et les mensonges proférés par des responsables américains devant les Nations unies. D'habiles arguties juridiques ont permis à G. W. Bush et à Tony Blair de faire « porter le chapeau » à leurs services de renseignement pour masquer leurs propres erreurs, mais il suffit de lire les ouvrages d'**Hans Blix** ou de **Richard Clarke** pour comprendre la façon dont les ultraconservateurs de Washington se sont délibérément livrés à diverses manipulations de l'information. C'est la cellule créée au sein du **Pentagone** par **Donald Rumsfeld** qui a prévalu sur les points de vue du **département d'État** et de la CIA. L'évolution de la guerre en Irak a montré que les suites de la bataille en Irak ont été totalement sous-estimés.

L'Histoire regorge d'exemple des dangers que représente l'absence de renseignements objectifs. En 1941, c'est parce que le NKVD craignait de contredire Staline que l'URSS a été attaquée par surprise par Hitler alors qu'elle disposait du meilleur réseau de renseignement d'Europe. En 1956, Anthony Eden s'est abstenu de prendre l'avis du Joint Intelligence Committee avant de se lancer dans la déplorable expédition de Suez de 1956. Sous la présidence d'Eisenhower, les évaluations des forces de bombardiers soviétiques ont été délibérément gonflées par les services de renseignement de l'US Air Force dans le but de justifier le développement du Strategic Air Command et de permettre aux puissants industriels de l'aéronautique et de l'armement de bénéficier de crédits budgétaires considérables. Le président s'en est souvenu quand, en quittant sa charge, il a mis en garde ses concitoyens contre les excès du « complexe militaro-industriel ».

Sous ses formes actuelles, la politisation du renseignement aux États-Unis répond en partie à des motivations affairistes, mais plus encore à des dérives d'ordre idéologique et politique. L'idéologie de la lutte du Bien contre le Mal s'exprime sous la forme de la « guerre contre le terrorisme », qui est une réponse mal ciblée à une de ces menaces asymétriques qu'on ne peut uniquement traiter par la force militaire. La politique doit reprendre ses droits dans l'application effective de l'équilibre des pouvoirs, entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire.

Thomas A. Twetten

Thomas A. Twetten a été directeur adjoint de la CIA puis vice directeur aux opérations (1988-1993).

« L'étranglement de la CIA par les nouveaux venus »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Newcomers' Chokehold on the CIA », par Thomas A. Twetten, *Los Angeles Times*, 23 novembre 2004.

Cela fait 30 ans que la CIA et la communauté du renseignement sont suivis avec attention par le Congrès. Cela a parfois tempéré l'enthousiasme de l'agence au moment où elle allait prendre de mauvaises décisions et cela a permis de contrebalancer l'influence de la branche exécutive. Toutefois, dans l'agence, on

reconnait que cette situation est parfois frustrante.

Le problème est que la culture professionnelle et apolitique de la CIA s'accommode parfois mal de celle du Congrès. Cette différence de culture peut aider à expliquer les débuts difficiles de mon vieil ami **Porter Goss** à la tête de la CIA. Ancien président de la Commission du renseignement de la Chambre des représentants, il a amené avec lui quatre collaborateurs qui n'ont pas encore rompu avec la logique partisane. En quelques semaines, ils ont affiché une arrogance contre-productive qui **trouble l'agence**. Ils ont menacé des agents et ils ont appelé les agents dans un mémo à « soutenir l'administration et ses politiques ». Ils préfèrent punir leurs ennemis et récompenser leurs amis que respecter l'avancement au mérite.

Si cette politique se poursuit, Goss et ses acolytes vont faire du dégât dans le personnel de l'agence qui pourrait être tenté de quitter massivement la CIA.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Un test d'intelligence »

Source : Washington Times

Référence : « Intelligence test », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 23 novembre 2004.

Nous l'avons échappé belle quand le Congrès a rejeté un plan censé réparer la communauté du renseignement états-unien qui aurait été contre-productif malgré ses bonnes intentions. Ce plan aurait rajouté des lourdeurs bureaucratiques au détriment de la collecte d'information et de l'analyse. Son rejet est principalement le fait de trois hommes : le général **Richard Myers**, chef d'état-major inter armés, **Duncan Hunter**, représentant républicain de Californie et président de la Commission des forces armées de la Chambre des représentants, et **James Sensenbrenner**, représentant républicain du Wisconsin et président de la Commission judiciaire de la Chambre des représentants. Ces trois hommes ont résisté aux pressions de la **Commission d'enquête sur le 11 septembre**, des familles du 11 septembre, de la Maison-Blanche et d'autre élus. Ils ont ainsi sauvé le renseignement malgré les critiques de ceux qui voulaient que cette nouvelle réglementation, conçue en secret, soit adoptée sans débat par le Congrès.

Les craintes exprimées sur ce projet par Myers ont permis à M. Hunter d'avoir davantage de poids pour contester ce texte et empêcher la création d'un poste de directeur du renseignement englobant des pouvoirs appartenant jusqu'ici au secrétaire à la Défense. Certains opposants aux positions de Myers ont affirmé que c'était **Donald Rumsfeld** qui avait téléguidé son intervention, mais Myers a le cran suffisant pour dire ce qu'il pense au pouvoir politique seul.

M. Sensenbrenner a ensuite émis des réserves concernant des mesures qui annulent des dispositions précédentes adoptées par le Congrès sur l'entrée des étrangers sur notre sol.

Malgré les protestations des démocrates qui affirmeront sans doute qu'une telle attitude remet en cause toute possibilité d'accord bipartisan sur le sujet par la suite, les réformes du renseignement devront commencer avec l'entrée en fonction de la nouvelle Chambre.